

Pau, le 07 DEC. 2023

ARRETE N°AP-2023-0384

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment l'article R. 411-17 ;
Vu le Code Pénal ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Considérant que pour des raisons de sécurité et de pérennisation de la structure actuelle de la voie, il convient d'instaurer une interdiction de circuler aux véhicules poids lourds sur diverses voies de la commune ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – La circulation des véhicules dont le poids total autorisé en charge (PTAC) est supérieur à 3,5 tonnes est interdite sur les voies ci-après :

chemin Guilhem	rue du 1er mai	rue Yan de Guichot
rue Blaise Pascal	rue Louis Blanc	rue des bleuets
rue Pierre Loti	rue Léo Lagrange	rue des coquelicots
rue Jules Guesde	rue Paul Ferrand	rue des jonquilles
rue des mimosas	rue des myosotis	rue des véroniques
rue des églantines	impasse de la bergerie	rue Jean Perrin
rue Blanqui, dans sa partie comprise entre la rue Pierre Brossolette et le chemin Guilhem		

ARTICLE 2 – Les dispositions de l'article 1^{er} ne s'appliquent pas aux véhicules :

- affectés au ramassage des ordures ménagères ;
- affectés au transport public de voyageurs ;
- effectuant une desserte locale des immeubles riverains des rues mentionnées.

ARTICLE 3 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 4 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

07 DEC. 2023


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire